

Agropastoralisme et biodiversité en Pays Basque ... au fil du temps

L'agro-pastoralisme s'inscrit dans une continuité:

En 2012, nous nous sommes intéressés, avec l'INRA, aux pratiques traditionnelles de gestion des prairies (cf rapport de stage et synthèse par Hélène Proix : « faut-il, et si oui comment, remobiliser les savoirs et pratiques traditionnels en conduite des prairies dans les Pyrénées Atlantiques » <http://www.gis-id64.fr/13-les-systemes-fourragers.html>).

A partir de 25 entretiens auprès d' « anciens », en (Haut-)Béarn et Pays Basque, nous avons essayé de décrire ces pratiques, de les comprendre et de leur donner un sens général, en recherchant ce que l'on a appelé des « principes d'action », c'est à dire les principes qui permettent de comprendre les liens et la cohérence entre ces pratiques.

Nous avons pu dégager, à partir de l'analyse des enregistrements et de leur traitement avec le logiciel Nvivo, 2 grands « principes d'action » structurant les pratiques autour des prairies.

-1) Maintenir l'autonomie alimentaire grâce au soin du patrimoine et à la recherche d'un équilibre entre utilisation des ressources (fourragères).

-2) Pérenniser la prairie par le maintien d'un équilibre au sein de la flore.

A travers ces 2 principes, nous percevons plusieurs échelles de temps :

- échelle saisonnière ou annuelle
- échelle interannuelle qui intègre les « aléas », les perturbations
- long terme (d'une génération à l'autre)

L'échelle long terme est souvent décrite par les ethnologues qui étudient l'Etex (ou les maisons casalères/foecq en Béarn). L'Etex est un patrimoine intemporel, sa transmission repose sur la préservation et la conservation d'un patrimoine, celui qui se voit confier l'Etex à la responsabilité (familiale, sociale) de son entretien puis de la transmettre « en l'état » à ses descendants.

Au quotidien et sur le court terme, il faut entretenir et maintenir la ressource pour « vivre », pour nourrir la famille, mais aussi dégager une production de vente (principalement des productions animales) ou d'échange pour compenser ce que l'on ne peut produire, les besoins d'outillage, d'habitat. L'exploitation n'est jamais totalement en autarcie.

Les « témoins » que nous avons rencontrés parlent de la prairie en évoquant diverses pratiques. La ressource fourragère de la prairie s'entretient : il faut maintenir une flore équilibrée, complexe.. la prairie est un ressource à conserver... Elle a été gagnée en « domestiquant » le touya, et si on n'en prend pas soin, elle retourne à son état initial de touya (lande océanique). Cet entretien des prairies se fait en associant pâturage et fauche des refus (ou fenaison)... Il y a complémentarité entre les « 3 dents » ou les « 3 poils » (brebis, vache, cheval). La fauche « tardive » (fin juin et juillet) est quasiment généralisée, un faucheur peut couper environ 1/3 d'hectare par jour.

Le fertilisation est extrêmement réduite, l'essentiel des déjections animales est destiné aux cultures.. Pour les amendements, seule la chaux est citée (fours chaux, puis scories thomas dans les années 1960), cet apport de calcium est essentiel sur des sols généralement très acidifiés. Les déjections animales sont la seule source de maintien de la fertilité des terres cultivées. Il existe différents types de fumiers : frais, vieux, compostés (bêches), ainsi que des accumulations dans les bordes sans litière végétale... mais aussi, localement, des réseaux d'irrigation enrichis en fumiers. La fougère et le touya, mélangés aux déjections animales, accroissent la quantité de matière organique produite; une fougère, un touya sont une vraie richesse. Les animaux sont souvent parqués pour concentrer les « effluents » destinés aux cultures : parcs « mobiles » sur parcelles des exploitations, en estive aussi, ou à l'intérieur, avec une stabulation plus ou moins longue (4 à 5 mois pour les vaches).

Enfin, les agriculteurs/pasteurs savent s'adapter aux aléas. Ils ont le sens de la « résilience » des milieux, mettent en œuvre des pratiques adaptatives : changement de dates de mouvement dans l'espace (montée, descente, décisions souvent collectives), ajustement par les effectifs animaux (ventes si réduction conjoncturelle des ressources) et par les périodes de production. Autant de

pratiques difficiles qui seraient difficiles à mettre en œuvre aujourd'hui, tant l'agriculture est encadrée (obligation de justifier des effectifs pour être aidés).

Maintien, pérennisation, équilibre, résilience (adaptation)... J'ai voulu, à travers ces quelques exemples, illustrer comme l'exploitation traditionnelle répondait aux principes de la durabilité (au sens de ce qui doit durer) et de l'agroécologie (<http://agriculture.gouv.fr/L-agroecologie-des-definitons>), c'est à dire en respectant l'environnement.

Les temps modernes :

Il y a eu des ruptures, ou des mutations certainement aussi importante au cours de l'histoire (par exemple l'arrivée des espèces végétales d'origine américaine : maïs/haricot, pomme de terre, tomate/piment) ... Mais il faut bien considérer que ce que l'on va appeler généralement la modernisation de l'agriculture, à partir des années 50, et surtout 1960 en Pays Basque, va profondément modifier les pratiques et les systèmes de production : la mécanisation va permettre d'ouvrir des milieux (défriches) de les intensifier (fertilisation minérale), et de faire entrer l'agriculture basque dans une économie ouverte, la marchandisation des productions à des échelles de plus en plus grandes (Le groupe Lactalis, principal opérateur de l'AOP Ossau Iraty est devenu le 1^{er} groupe fromager mondial !). Ces mutations vont aussi se traduire par une rupture avec les « pratiques et savoirs traditionnels », une forme d'amnésie (partielle) collective autour de ces savoirs, de ces pratiques, de ces principes.

40 ans plus tard, nous pouvons faire le constat que ces mutations, aussi réelles qu'elles aient été, n'ont pas été aussi profondes et aussi marquées que dans d'autres régions françaises, et que l'agro-pastoralisme a certes évolué, mais qu'il a gardé une partie de ses formes traditionnelles, avec le maintien de pratiques ancienne: transhumance d'été, transhumance hivernale (mise en pension), valorisation des Zones intermédiaires (utilisation en parcours, écobuage), fauche des landes, pâturage hivernal aussi.. Pour donner des systèmes de production « hybrides », recomposés, diversifiés qui combinent, de manière relativement cohérente, pratiques traditionnelles et techniques modernes.. Cet agro-pastoralisme modernisé reste par ailleurs sujet à contre-verses.

Quels liens entre l'activité agro-pastorale (basque ou basco-béarnaise) avec la biodiversité et le patrimoine naturel?

Il faut séparer et ne pas confondre le lien « organique » ou « naturel » qui relie l'agriculteur/éleveur/pasteur à la nature, et les représentations, l'appropriation des concepts environnementaux qui se sont construites, surtout ces 20 dernières années, à travers les politiques publiques, les aides, les réglementations, et plus récemment les injonctions « sociétales » et citoyennes.

L'activité agricole exerce à la fois une pression sur le milieu, mais elle entretient aussi ce milieu. L'activité agro-pastorale, comme l'agriculture, est une forme de domestication de la nature. Cette domestication va contribuer à produire des éco-systèmes agro-(sylvo-)pastoraux , associant biodiversité naturelle (ou sauvage) et biodiversité cultivée.

L'étude des milieux menée il y a bientôt 20 ans sous l'égide du MNHN visant à définir des zones d'intérêt environnemental a participé à caractériser et faire reconnaître la richesse et la spécificité des éco-systèmes agro-pastoraux de la montagne basque : la plus grande partie du territoire « montagnard » a été, de ce fait classée sous zonage « N2000 » (<http://www.developpement-durable.gouv.fr/-Rechercher-sur-un-site-Natura-2000-.html>). Il existe d'autres formes de caractérisation et de reconnaissance des richesses éco-systémiques, sous forme cartographique de la valeur environnementale, en particulier les classements proposés dans les études menées par Solagro (Solagro, MEDD : carte des « enjeux de biodiversité à maintenir », et « zones à haute valeur naturelle » <http://www.solagro.org/site/419.html>), le rapport de l'UICN (biodiversité et signes de reconnaissance agricole http://www.uicn.fr/IMG/pdf/Brochure_Biodiversite_signes_reconnaissance_agricoles.pdf).

Les activités agro-sylvo-pastorales ont permis, au cours des siècles et dans leurs formes actuelles, d'entretenir des milieux d'intérêt environnemental remarquables. Il ne faut pas non plus nier que ces éco-systèmes sont fragiles et instables, voire sujets à certaines formes d'érosion de la biodiversité.

Parallèlement ce construisent des représentations individuelles et collectives et des formes d'appropriation des « concepts » et des enjeux environnementaux.

Les plus visibles, les plus médiatiques concernent les contre-verses autour des grands prédateurs, ours, vautours, et bientôt le loup (cf Pays Basque Sud, Cantabrie et Asturies).

Pour l'activité agricole, il faut considérer que les politiques publiques et les aides PAC (politique agricole commune) ont joué un rôle important, d'abord à travers les aides au handicap (ICHN), puis les aides aux surfaces herbagères (prime à l'herbe, PHAE), et diverses MAET.. Il y a eu aussi l'époque des « CTE » par exemple, puis des CAD, mais donc l'impact restera limité en Pays Basque. Ces aides « environnementales » n'aboutissent pas toujours à l'effet attendu, pouvant entraîner un déplacement des pratiques intensives de milieux difficiles vers les zones les plus productives mais peut être plus sensibles (bords de rivières par exemple, comme l'a montré C. Gallato <http://www.gis-id64.fr/14-divers.html>). Elles peuvent aussi avoir des effets positifs et inattendus, comme la fauche des fougères pour répondre à l'obligation d'entretien de surfaces primées en piémont. Les primes aux surfaces d'estive ont aussi participer à conforter le pastoralisme, en facilitant certains aménagements, la construction d'équipements.

On peut aussi citer les initiatives « Prairies Fleuries » (concours + MAET)(<http://prairiesfleuries.espaces-naturels.fr>) mises en œuvre en lien avec les réseaux de parcs et réserves naturelles (Haut Béarn).

La PAC est en cours de réforme. Même si on en connaît aujourd'hui les grandes lignes, l'évolution de la PAC en cours aura des effets, difficiles à prévoir, selon les seuil qui seront retenus (en particulier pour le calcul des chargements), les options possibles sur les MAEC (quid des MAE pour les zones d'estives ?) et compte tenu de la diversité des situation en Pays Basque (grande variabilité des DPU par exemple). Les seuils de chargement animaux font souvent débat en Pays Basque, selon que l'on justifie des seuils élevés par les dynamiques végétales liées au climat, par le soucis de maintenir un grand nombre d'exploitations, ou au contraire de les mettre en cause par leur impact sur le milieu.

L'évolution des PP voit aussi la mise en œuvre du principe de subsidiarité, conduisant à accroître la délégation d'une partie des instruments de gestion des PP aux Régions, ce qui peut accroître la qualité de la réponse aux situations locales ou régionales, à condition de ne pas s'accompagner de nouvelles formes de clientélisme.

L'agriculture a par ailleurs et parallèlement vécu (pas toujours facilement) la montée en puissance des réglementations diverses, de la protection des espèces menacées, de la protection des ressources en eau (directives nitrates, gestion des effluents), mais aussi aux obligations sanitaires concernant les produits destinés à l'alimentation humaine (flores microbiennes pathogènes, zoonoses, résidus de traitement des animaux et culture). Nous assistons ces totues dernières années au développement de nouvelles injonctions autour des changements climatiques et de la réduction des émissions de GES (climagri : http://www.lurraldea.net/eu/aktualitatea/actualite-aktualitatea/9/climagri-relocalisation-des-productions-reunion-du-23-mai-2013-1.html?tx_ttnews%5Bpointer%5D=4&cHash=9c56dc687b).

Ces règlements, ces interdits, la « conditionnalité » des aides ont conduit à la fois à complexifier (gestion de la traçabilité et de l'assurance) l'activité agricole, mais aussi « professionnaliser » cette activité, et d'une certaine façon, à mettre en responsabilité « environnementale » et « sociale/sociétale » les agriculteurs/éleveurs et leurs organisations socio-professionnelles. Le risque de basculer dans des démarches de contrôle généralisé (certification, traçabilité) est aujourd'hui ressenti comme un vrai frein à l'installation et au développement de l'activité.

Les organisations socio-professionnelles participent à la co-gestion des questions environnementales : PAT (plans d'action territoriaux www.pat-gavedepau.fr/), instruction des documents d'objectifs N2000 (Aldudes Lindux en 2010 : http://www.gis-id64.fr/download/articles/natura_2000_lettre_janvier_2010.pdf), diagnostics multi-usage en Pays Basque (<http://www4.inra.fr/psdraquitaine/Les-projets-en-Aquitaine/INGEDICO/Resultats-du-projet-INGEDICO/Focus-INGEDICO-2011-Elaborer-un-diagnostic-partage-du-territoire-Choisir-une-methodologie-en-fonction-du-contexte-et-des-enjeux-locaux>). Ces questions sont aussi traitées dans les programmes de R&D menés par les organisations professionnelles (GIS-id64 : programmes « Spid », « ProABiodiv », « ATOUS » sur les services environnementaux rendus par les prairies..).

Demain ?

En conclusion, quel devenir pour l'agro-pastoralisme et les « écosystèmes agro-sylvo-pastoraux de la montagne basque ?

Nous nous étions risqués en 2004-2006, avec l'appui de l'INRA, dans un exercice de prospective à l'horizon 2020 (<http://www.gis-id64.fr/53-prospective-observatoires.html>). Cet exercice de réflexion collective, cette co-construction nous avait conduit à imaginer 5 scénarios contrastés pour l'agro-pastoralisme en 2020. Le premier scénario reposait sur la vision d'une économie agricole d'essence libérale (réduction forte des aides à l'agriculture), entraînant à la fois la régression de l'élevage en Pays Basque et sa concentration vers les zones de piémont les plus favorables, mais aussi, liée à la réduction de l'activité pastorale en montagne le renforcement de la biodiversité naturelle, et d'activités de service liées. A l'opposé, le 4^{ème} scénario se fondait sur une économie et une PAC « verte », la réorientation des politiques publiques à l'image de ce qui se pratique en Suisse ou en Autriche, en maintenant un agro-pastoralisme dynamique (maintien de la population agricole et rurale) et territorialisé, en faisant reconnaître les services rendus par l'agriculture de montagne, et donc en préservant les écosystèmes liés. Ce scénario supposait aussi des formes de co-construction entre les acteurs (parties prenantes) du territoire, en conciliant les enjeux économiques de production et la préservation de l'environnement, avec les associations qui en ont la responsabilité.

L'étude menée alors reste, 8 ans plus tard, très actuelle. De manière optimiste, si ce n'est utopique, elle laisse entendre que cette « conciliation » entre économie et environnement est possible, pour peu que les parties prenantes en aient la réelle envie et s'en donne quelques moyens.

Jean-Marc Arranz 19 novembre 2013

Ingénieur recherche développement Laborarien Etxea Place Jean Errecart 64120 Saint Palais

Animateur GIS-id64

jm.arranz@pa.chambagri.fr



Baïgorri : la biodiversité « fonctionnelle » résulte de la diversité des milieux, de leur agencement en mosaïque, de l'hétérogénéité des bordures (bocage et infrastructures agro-écologiques). Le paysage, tel que nous le percevons, résulte de l'action de facteurs naturels et humains, et de leurs inter-actions.